La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

3 septembre 2021 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx Stib

Afghanistan : un chaos dont l'impérialisme est responsable

On ne peut être qu'écœuré et révolté par les images venant d'Afghanistan. La débâcle de l'armée américaine et du régime qu'elle soutenait a entraîné un vent de panique dans la population à Kaboul. Des milliers d'Afghans ont foncé vers l'aéroport pour tenter de fuir dès qu'ils ont appris l'arrivée des talibans. Mais une fois sur place, les soldats américains se sont opposés à leur accès à l'aéroport, en faisant plusieurs morts, victimes de balles ou écrasés dans la bousculade. L'armée américaine a abandonné ceux sur lesquels elle s'était appuyée pendant des années, mais aussi tous ceux qui craignent la dictature infâme des talibans, et les a empêchés de monter dans ses avions.

Contrairement à ce qu'ont continuellement affirmé les dirigeants des grandes puissances, les vingt ans de guerre et d'occupation militaire n'ont pas fait reculer le terrorisme et la barbarie. Au contraire, les talibans semblent plus forts que jamais. Quant au terrorisme, en vingt ans il s'est répandu sur la planète, alimenté par la misère que les grandes puissances imposent à la population mondiale et les guerres qu'elles mènent partout.

Les milices islamistes afghanes ont été financées et armées par les Américains et leurs alliés à la fin des années 1970 pour affaiblir le régime afghan alors soutenu par l'Union soviétique. Tenue en échec, l'armée de Moscou dut quitter le pays. Dix ans plus tard, les milices ont fini par prendre Kaboul. Leur pouvoir, qualifié de démocratique par les puissances occidentales, s'intitulait crûment « gouvernement islamiste ». Une guerre civile entre factions islamistes rivales vit la victoire des talibans, les mieux armés… par les Américains et leurs alliés ! Les femmes furent aussitôt chassées de leurs emplois et enfermées sous leur burqa. Le pays tout entier fut soumis aux lois rétrogrades des intégristes. Il y eut bien quelques commentaires désolés, mais aucun État ne leva le petit doigt.

Après l'attentat du 11 septembre 2001, revendiqué par Al Qaïda, le gouvernement américain chercha à rappeler que les États-Unis sont le gendarme du monde. Les talibans et leur régime furent accusés d'abriter les terroristes et l'Afghanistan fut envahi par les armées des États-Unis et de leurs alliés. La propagande coula à flot pour convaincre que cette guerre allait donner des droits aux femmes afghanes, allait apporter la civilisation dans ce pays, les hôpitaux et les routes à venir, la sécurité pour tous, etc.

En fait, le peuple afghan connut vingt années supplémentaires de guerre, les bombardements de terreur, les déplacements de population, les internements, la torture. La population n'a pas vu la couleur des centaines de milliards de dollars censés tirer le pays du sous-développement. Les puissances d'occupation ont dépensé bien plus pour leurs besoins militaires sur place que pour la santé ou l'éducation dans le pays. En guise de développement, ce fut surtout celui de la corruption. Et elle n'a pas profité qu'aux margoulins locaux, mais plus encore aux capitalistes américains. Le régime mis en place par les Américains, sur la base de la misère persistante et de la corruption, ne pouvait qu'être rejeté par la population. La rapidité avec laquelle les talibans sont revenus au pouvoir, avant même que l'armée américaine ait quitté le pays, le montre.

Le sort que les États impérialistes font subir à l'Afghanistan donne l'image du monde qu'ils nous imposent. Quant aux dirigeants européens, ils se sont empressés d'agiter le spectre d'une nouvelle vague migratoire qu'il faudrait stopper.

Aucune frontière n'arrêtera ces êtres humains qui fuient la mort et veulent sauver leur vie et celle de leurs enfants. Un point de vue humain élémentaire voudrait qu'ils puissent s'installer là où ils le souhaitent et rejoindre des amis ou des membres de leur famille qui ont déjà émigré. Mais les dirigeants préfèrent utiliser les migrants comme des boucs émissaires contre lesquels détourner le mécontentement.

Ils vont chercher à diviser encore plus les travailleurs, en stigmatisant ceux qui viennent d'Afghanistan, mais aussi tous ceux qui sont originaires de régions arabes, turques ou en général de religion musulmane. Alors, il ne faut pas que les travailleurs se laissent abuser ni se trompent d'adversaires.

Tout cela ne pourra cesser qu'avec le renversement du capitalisme sur la planète entière, aussi lointaine que puisse paraître cette perspective.

La première condition pour que cet espoir devienne réalité est que nous, travailleurs des pays riches, refusions toute forme de solidarité avec le capital, son armée, ses expéditions militaires et ses mensonges à prétention humanitaire.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

La raison d'être de la direction

Chaque année, la Stib empoche plusieurs millions d'euros d'amendes sur le dos de ceux qui n'ont pas assez d'argent pour se payer les transports. Même en 2020, en pleine pandémie, c'est encore 2 600 000 euros qu'elle a empoché de cette manière. Meuh Meuh et sa bande sont engagés par la Région pour racler les fonds de tiroirs et récolter le plus d'argent possible, quels qu'en soient les moyens, quitte à faire les poches des pauvres… La politique d'austérité se fait à tous les niveaux et c'est la raison du contrôle des voyageurs.

Un vrai service à la collectivité

Si c'était l'intérêt collectif qui était poursuivi, les contrôleurs pourraient être réaffectés à des tâches utiles, sur le réseau, dans les ateliers ou les bureaux.

Des accompagnateurs pourraient par exemple les aider à gérer les flux des passagers et faire face aux situations difficiles pour éviter les agressions. Cela diminuerait la charge du travail et améliorerait la qualité des transports.

Tests PCR : les labos s'en frottent les mains

Depuis le début de la pandémie de Covid, l'État belge a déboursé 838 millions d'euros en tests PCR. Ceux-ci lui sont facturés entre 40 et 50 euros par les labos privés qui se sont ainsi faits un sacré pactole, surtout que les grands groupes ont déjà largement rentabilisés leurs machines à tester. La politique de remboursement des États a été essentiellement conçue pour les favoriser. Pourtant, des alternatives publiques à moindre coût existaient. Mais dans la jungle capitaliste, les lois favorisent toujours les plus gros. Et elles délient comme par magie le cordon des dépenses publiques.

Vers un permis d'intoxiquer ?

L'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire procède actuellement au rappel de nombreux produits. Glaces, sauces, épices, fromages à tartiner, saucissons, la liste s'allonge de jour en jour. Tous contiennent des traces d'oxyde d'éthylène, un pesticide cancérigène interdit en Europe. La fédération de l'industrie alimentaire se plaint du dommage financier qu'elle subit. Au nom de ses profits, elle revendique un assouplissement de la réglementation sur la sécurité alimentaire. Le capitalisme est un poison. Il ne recule devant rien pour amasser toujours plus.

Les profits abondent, les salaires fondent

Les entreprises belges cotées en bourse sont à la fête. Les vingt plus grosses ont augmenté leurs bénéfices de 87% au cours du deuxième trimestre de l'année. En y incluant les autres, la hausse atteint les 160% ! A l'inverse, les salaires stagnent alors que les prix ne cessent de monter. Dans la plupart des secteurs, les salaires moyens des nouveaux engagés sont inférieurs à ceux payés en 2019. Les patrons et leurs larbins politiques vont une fois encore exiger des travailleurs qu'ils se serrent la ceinture. C'est hors de question !

Pension minimum… minimum !

De Croo a vidé de son contenu la promesse d'une pension minimum à 1500 euros : seuls ceux qui auront travaillé au moins 20 ans y auront droit. Chômeurs, femmes au foyer et malades de longue durée resteront avec leur pension de misère ! Et tout ça pour « inciter les gens à travailler », dit-il. Quels propos de bourgeois méprisant et malhonnête, car le boulot, c'est le patronat qui le contrôle ! ! Le PS, lui, se contente de discuter de détails : il propose 15 ans au lieu de 20. Rien d'étonnant pour un parti qui a organisé la chasse aux chômeurs en son temps.

La vérité, c'est qu'ils refusent tous de faire payer le patronat pour augmenter les pensions. Ce qu'il nous faut, c'est une vraie pension pour tous. Pour l'avoir, on ne peut compter que sur nous-mêmes. Nous devrons nous battre pour puiser directement l'argent où il se trouve : dans la poche des plus riches.

Le mythe de la gratuité scolaire

Chaque année, à la rentrée des classes, on a droit au même constat désolant : si l'école est en théorie gratuite, les frais de scolarité, eux, coûtent très cher. C'est la galère dans de nombreuses familles pour payer le matériel ou les activités scolaires, surtout que depuis le covid, il faut aussi du matériel informatique. Chaque année, les politiciens font mine de découvrir le problème mais refusent d'augmenter les subsides publics.

Les prix augmentent, et les salaires ?

Les prix de l'électricité et du gaz sont en train de flamber. En un an, ils ont augmenté respectivement de 15 % et de 40 % ! Et tout cela s'ajoute notamment à l'augmentation du diesel ou à celle des produits alimentaires qu'on a connue en début d'année. Les factures ne cessent de gonfler, contrairement à nos salaires… et c'est bien ça le problème !

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.

facebook.com/lalutte.belgique
www.lalutte.org
contact@lalutte.org
0498/44 64 72

Éditeur responsable : M. Schittecatte, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP